

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 07/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGORA (ex OCEAL roye sur matz)

11 rue du moulin
60310 Roye-Sur-Matz

Références : IC-R/0415/24-AP/SF
Code AIOT : 0005101522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement AGORA (ex OCEAL roye sur matz) implanté 11 Rue du Moulin 60310 Roye-sur-Matz. L'inspection a été annoncée le 30/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGORA (ex OCEAL roye sur matz)
- 11 Rue du Moulin 60310 Roye-sur-Matz
- Code AIOT : 0005101522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AGORA est spécialisée dans la collecte, le stockage et la commercialisation de céréales,

oléoprotéagineux, engrais et produits phytosanitaires. Les activités réalisées sur le site sont principalement la réception, le stockage et l'expédition de céréales apportées par les agriculteurs (blé, orge, colza, escourgeons). Le site permet également le stockage d'engrais liquides et solides soumis au régime de la déclaration et de produits phytosanitaires dont la quantité n'atteint pas le régime de la déclaration. Ces produits sont réexpédiés dans la majorité des cas aux agriculteurs. L'établissement est soumis à Autorisation, notamment pour la rubrique 2160.2.a pour le stockage de céréales dans un silo vertical. Il est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juillet 2016.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammonitrates

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de protection contre les explosions	AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Récépissé de déclaration	Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48	Sans objet
3	Réalisation du contrôle périodique	Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57	Sans objet
4	Suites données au contrôle périodique	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1	Sans objet
5	Etat des stocks d'engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5	Sans objet
6	Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	Sans objet
7	Eclairages et installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7	Sans objet
9	Moyens en eau accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet
10	Equipements de première	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	intervention		
11	Accessibilité du site au SDIS	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	Sans objet
12	Désenfumage, existence	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4	Sans objet
13	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 31-6	Sans objet
14	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5	Sans objet
15	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 36-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conformément à l'arrêté de mise en demeure du 11 janvier 2022, des travaux ont été réalisés afin de changer le sens de l'ouverture de la porte de découplage, permettant ainsi de proposer d'abroger la mise en demeure.

L'exploitant tient à jour l'état des stocks des engrais solides et liquides et calcule notamment le taux de remplissage une fois par semaine.

Les conditions de stockage sont conformes ainsi que les fiches de données de sécurité mises à disposition.

L'exploitant ne dispose pas de détection automatique d'incendie comme le prescrit l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juillet 2016. Cette non-conformité induit une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de protection contre les explosions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/01/2022, article 1er
Thème(s) : Autre, Découplages
Prescription contrôlée : La société AGORA, dont le siège social est situé 2 rue de Roye à Clairoux (60280), est mise en demeure pour son site de Roye-sur-Matz de respecter les dispositions de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 18 juillet 2016 susvisé, dans un délai de trois mois : - en modifiant le sens de l'ouverture de la porte de découplage située entre la galerie sous-cellules

et la tour de manutention, de manière à ce que la porte s'ouvre vers la tour de manutention et non vers la galerie sous-cellule.
<p>Constats :</p> <p>Suite aux travaux réalisés, l'inspecteur a constaté sur site que la porte s'ouvre actuellement vers la tour de manutention et non vers la galerie sous-cellule.</p> <p>Proposition : La mise en demeure du 11/01/2022 peut être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Récépissé de déclaration

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48
Thème(s) : Actions nationales 2024, Déclaration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R. 512-47 I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.</p> <p>Article R. 512-47 - Il est délivré immédiatement par voie électronique une preuve de dépôt de la déclaration.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est soumis au régime d'autorisation depuis 2015 suite à l'extension du site.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation date du 18 juillet 2016.</p> <p>Dans cet arrêté, l'exploitant déclare stocker :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des engrais solides simples et composés de base de nitrate d'ammonium conformes à la norme NF U 42000-1 dans 6 cases de 250 t et dans une case de 400 t, d'une valeur de 1 100 t, ne dépassant pas les 1 250 t prescrits dans la rubrique 4702 -II et III ; - des engrais solides simples et engrais composés non susceptibles de subir une décomposition auto-entretenu dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est inférieure à 24, 5 %, dans 6 cases de 250 t et dans une case de 400 t, d'une valeur totale de 1 900 t, supérieur à 1 250 t comme la rubrique 4702-IV le prescrit. <p>L'exploitant calcul le taux de remplissage tous les mardi.</p>

Le jour de l'inspection, l'exploitant a justifié que la quantité totale était de 250 t pour les engrais classés sous la rubrique 4702-IV.

Les cases des engrais classés sous la rubrique 4702-II et 4702-III étaient vides.

L'exploitant respecte les quantités maximales de stockage autorisées dans l'arrêté préfectoral susmentionné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réalisation du contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/11/2011, article R. 512-57

Thème(s) : Actions nationales 2024, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de "management environnemental" a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").

II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I, les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit ("EMAS"), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation.

Constats :

L'installation est soumise au régime d'autorisation et n'est donc pas concernée par le contrôle périodique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suites données au contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R. 512-59-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : <p>Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.</p> <p>Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.</p> <p>Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.</p> <p>L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants :</p> <p>1° S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ;</p> <p>2° S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai prévu au deuxième alinéa ;</p> <p>3° Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.</p> <p>Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.</p>
Constats : <p>L'installation est soumise au régime d'autorisation et n'est donc pas concernée par le contrôle périodique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks d'engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des stocks et situation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.</p> <p>La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan des stockages des produits indiquant leur nature et la quantité précise.</p> <p>Un affichage est mis à disposition à l'entrée des 7 cases de stockage, détaillant la nature, les quantités et les noms commerciaux et/ou usuels des produits stockés par les services d'incendie et de secours.</p> <p>Les cases de stockage sont visibles depuis l'entrée du site et sont bien numérotées et séparées grâce aux indications sur le sol.</p> <p>Il n'y a aucun matériel supplémentaire et inutile à l'exploitation à l'intérieur des bâtiments de stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
Thème(s) : Actions nationales 2024, Gestion des combustibles et des matières incompatibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5.</p>

<p>Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) - les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale - le nitrate d'ammonium technique - les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.
<p>Constats :</p> <p>Les engrais à base de nitrates d'ammonium sont stockés en vrac, en case 1 sous hangar et sont entièrement bâchés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Eclairages et installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes baladeuses.</p> <p>Les installations électriques ne doivent pas être en contact avec les engrais.</p> <p>Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage.</p> <p>Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des lampes électriques à l'huile sous enveloppe protectrice sont situées en hauteur sur tout le site, ne conduisant pas l'électricité mais pouvant supporter un champ électrique en le stockant plutôt qu'en le conduisant.</p>

Les transformateurs sont situés à l'extérieur des bâtiments de stockage.
Un interrupteur général d'électricité protégé des intempéries est situé à l'extérieur du bâtiment de stockage d'engrais annexé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Existence et adaptée au stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz.</p> <p>Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.</p> <p>Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité (fait significatif) : Le site ne dispose pas d'un système de détection automatique au sein des cases de stockage des ammonitrates.</p> <p>L'exploitant ne respecte donc pas la prescription de l'article 4.3.1 de l'arrêté ministériel du 06/07/2006 et de l'article 10.1.6 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/07/2016.</p> <p>L'issue de secours est fermée puisque les ammonitrates sont des précurseurs d'explosif.</p> <p>Une première porte est équipée de ventelles et une deuxième porte sert l'issue de secours générale pour le magasin de stockage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Proposition : mise en demeure demandant à l'exploitant de respecter, sous 3 mois, les dispositions de l'article 10.1.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2016 susvisé, en justifiant de la mise en place d'une détection automatique d'incendie dans la case de stockage des ammonitrates.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Moyens en eau accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Proximité des stockages des moyens eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre.

Constats :

Le site est équipé de deux poches incendie situées au moins une à moins de 100 m de tout engrais.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Equipements de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Constats :

L'installation est équipée de trois extincteurs situés à l'intérieur du magasin de stockage.

Le prestataire vérifie régulièrement le bon fonctionnement des extincteurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Accessibilité du site au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accessibilité pour l'intervention des SDIS

Prescription contrôlée :

L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est

supérieure à 8 mètres.
Constats : L'installation dispose en permanence d'un accès face à la route à l'entrée du site par voie engin sur au moins un 1/2 périmètre, pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Désenfumage, existence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Existence d'un désenfumage adaptée
Prescription contrôlée : Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident. La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation des fumées (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à 1 % pour les 4702-II, III et IV et de 2 % pour les 4702-I.
Constats : L'installation est équipée de ventelles en hauteur sur la façade et au-dessus des tas. Des portes situées en face font office d'ouvrants pour les amenées d'air.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31-6
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de donnée de sécurité
Prescription contrôlée :

La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :

- 1) identification de la substance/préparation et de la société/l'entreprise ;
- 2) identification des dangers ;
- 3) composition/informations sur les composants ;
- 4) premiers secours ;
- 5) mesures de lutte contre l'incendie ;
- 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ;
- 7) manipulation et stockage ;
- 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ;
- 9) propriétés physiques et chimiques ;
- 10) stabilité et réactivité ;
- 11) informations toxicologiques ;
- 12) informations écologiques ;
- 13) considérations relatives à l'élimination ;
- 14) informations relatives au transport ;
- 15) informations relatives à la réglementation ;
- 16) autres informations.

Constats :

Les fiches de données de sécurité présentées par l'exploitant sont datées du 15 novembre 2013.

Elles contiennent en détails les 16 rubriques.

La FDS des engrais sous la rubrique 4702-IV est conforme.

La FDS des engrais sous la rubrique 4703 est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5

Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de donnée de sécurité

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
- b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;
- c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.

<p>Constats :</p> <p>Les FDS sont consultables sur l'extranet et centrale d'achat INOXA.</p> <p>La gestion électronique documentaire (GED) permet de regrouper et de stocker les FDS dans la base de données.</p> <p>Une affiche est également disponible pour les cases de stockage des engrais, détaillant les conditions du port des équipements de protection individuelle ainsi que la conduite à tenir avant l'intervention des pompiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36-1</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de donnée de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans une préparation. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société INOXA est le seul fournisseur des FDS.</p> <p>La dernière version des FDS est à disposition sur l'extranet et dans la base de données.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>